

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 MAI 1926.

Projet de loi concernant les acquisitions à faire par le Département
de la Défense Nationale en vue de la mobilisation de l'armée (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. GENDEBIEN.

MESSIEURS,

Le Gouvernement ayant déposé le 28 avril un nouveau projet sur le même objet, sous forme d'amendement, sans modifier le précédent (n° 97, S. E. 1925) dans ses parties essentielles, mais en renforçant simplement des garanties, nous envisagerons ici le second projet.

L'article 19 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État stipule : Que les Ministres ne font aucun contrat, marché ou adjudication, pour un terme dépassant la durée du Budget.

Remarquons de suite que six lois spéciales ont apporté des dérogations à cette règle.

L'article 21 de cette même loi porte : « Tous les marchés au nom de l'État sont faits avec concurrence, publicité et à forfait, sauf les exceptions établies par les lois ou mentionnées à l'article suivant. »

Le projet qui nous est soumis rentre donc dans les prévisions de l'article 21 et comportera en même temps une dixième exception à ajouter aux neuf dérogations déjà prévues dans l'article 22.

Cette nouvelle exception au principe général consiste à autoriser le Département de la Défense Nationale à conclure des marchés de gré à gré, *moyennant l'assentiment préalable du Ministre des Finances* — garantie qui n'existe pas pour les dérogations antérieures ni dans le premier projet — pour une durée maximum de cinq ans lorsque les fournitures et travaux nécessaires à l'armée exigent des études techniques et la constitution d'outillage en vue de réaliser la fabrication de produits spéciaux à un rendement en rapport avec le fonctionnement normal, en temps de guerre, des services de l'armée.

L'article unique du projet ajoute : La présente disposition n'est applicable que

(1) Projet de loi, n° 97 (S. E. 1925).

(2) La Section centrale, présidée par M. Pirmez, était composée de MM. Gendebien, Troclet, Bologne, Fieullien, de Kerchove d'Exaerde et Eekelers.

pour autant que le soumissionnaire s'engage à assurer l'établissement d'un plan de mobilisation de son usine suivant les directives du Ministre de la Défense Nationale.

Il s'agit, en résumé, de pouvoir, dès le moment de la mobilisation, intensifier la fabrication de certains produits spéciaux ou d'approvisionnements pour l'armée, tels que les munitions, les vivres, etc.

Citons à titre d'exemple, les obus en acier ou en fonte aciérée d'une fabrication délicate, les moteurs d'avions, les grenades, les masques à gaz, les biscuits, la viande en boîte, etc. Il faut aussi pouvoir traiter avec des chimistes ou des industriels possédant des brevets.

Comme le fait remarquer l'exposé des motifs, certains de ces produits existent en temps de paix dans le pays mais exigent une intensification de production pendant la guerre. D'autres ne sont guère utilisés en temps de paix et l'industrie privée ou ne les fabrique pas, ou les fabrique en quantités trop faibles pour répondre aux besoins de l'armée en temps de guerre.

Le but du projet de loi est donc de pouvoir s'assurer une grande quantité de ces produits ou approvisionnements dès la mobilisation ou dès la menace d'une guerre.

Il faut donc pouvoir disposer d'une grande quantité de ces produits ou approvisionnements dès la mobilisation ou dès que la situation devient menaçante et les trouver dans le pays.

Pour atteindre ce but il est indispensable que l'industrie privée puisse de suite arriver à satisfaire aux besoins de l'armée. — Il faut en conséquence décider certains industriels à se fournir de l'outillage nécessaire.

Pour les y encourager le Département de la Défense Nationale doit leur assurer des commandes qui leur donneront l'intérêt et aussi l'amortissement, en plusieurs années s'entend, des sommes qu'ils auront dépensées à cet effet. Il convient que les industriels aient la certitude qu'ils seront remboursés de leurs frais de premier établissement. De là, l'obligation pour le Ministre, de traiter des marchés de longue durée.

Le projet fixe la durée à cinq ans.

Il va de soi que le Ministre doit aussi pouvoir choisir les industriels avec lesquels il conclura ces accords; il s'inspirera pour cela non seulement du bon marché des produits, mais encore et surtout des nécessités de la défense nationale.

Ainsi que nous le disions plus haut, il est indispensable que le Département de la Défense Nationale puisse passer des contrats d'une certaine durée avec l'industrie privée, aussi le projet primitif prévoyait-il, par dérogation à l'article 19 de la même loi du 16 mai 1846, que ces contrats pourront être conclus pour une durée dépassant la durée du Budget sans toutefois pouvoir excéder cinq ans. Empressons-nous de constater que cette dérogation à l'article 19 n'est pas une innovation; six lois déjà ont autorisé des Ministres de différents Départements à contracter pour un terme, dépassant la durée du Budget, et pouvant aller jusqu'à cinq, dix, vingt et même vingt-cinq années.

Des membres de la Section centrale avaient estimé, lors de la discussion du premier projet, que le Ministre de la Défense Nationale ne devrait pas être seul compétent pour conclure ces marchés de gré à gré et qu'il devrait y être autorisé par le Conseil des Ministres. C'était peut-être beaucoup demander?

Quoiqu'il en soit, ces membres obtiennent une satisfaction très appréciable. En effet, comme on l'a vu plus haut, l'approbation du Ministre des Finances est nécessaire, en vertu de l'amendement, pour la réalisation de ces contrats de gré à gré.

Un membre encore avait estimé que le projet en question devrait s'inspirer du projet (n° 159) relatif à l'instauration financière aux chemins de fer de l'État belge.

Il nous a paru que c'était le même esprit qui dans les deux projets avait autorisé les dérogations au principe de l'adjudication publique, c'est-à-dire, la nécessité de s'adresser à certains fournisseurs particuliers pour des objets spéciaux.

L'article 55 relatif à l'instauration de l'autonomie financière, prévoit huit exceptions à la règle des marchés avec concurrence. Il autorise même, sans motifs spéciaux, des contrats dont l'importance peut aller jusque 50,000 francs.

Une observation pour finir : le Ministre de la Défense Nationale a déposé le 3 décembre 1925 un projet de loi général sur les réquisitions militaires (n° 97), qui stipule en son article 4, litt. d, que : « L'autorité militaire est autorisée à désigner, dès le temps de paix, les usines qui seront réquisitionnées en temps de mobilisation pour les besoins de l'armée. Les usines ainsi désignées seront tenues de préparer leur *plan de mobilisation* d'après les directives qui seront données par l'autorité militaire, elles auront droit au remboursement des frais occasionnés par ces *études*. »

Comme on le voit, ce projet est plus vaste que celui que nous discutons, en ce sens qu'il prévoit une réquisition générale des usines susceptibles de pourvoir aux besoins de l'armée en temps de mobilisation; mais il ne prévoit que l'établissement de plans à réaliser pour le temps de la mobilisation et nullement de fournitures quelconques pour le temps de paix, à l'inverse donc du projet en discussion qui prévoit l'appropriation immédiate de certaines usines et la fourniture de certains produits pendant le temps de paix.

A l'unanimité votre Commission vous propose l'adoption du projet.

Le Rapporteur,

L. GENDEBIEN.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 MEI 1926.

Ontwerp van wet op de aankopen door het Departement van Landsverdediging
te doen met het oog op de mobilisatie van het leger ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾, UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER GENDERIEN.

MIJNE HEEREN,

Daar de Regeering op 28 April, onder vorm van amendement, een nieuw ontwerp over hetzelfde vraagstuk heeft ingediend, zonder het vorige in zijn hoofdbestanddeelen te wijzigen (n° 97, B. Z. 923), maar enkel met eene versterking van de waarborgen, zullen wij hier het tweede ontwerp onderzoeken.

Artikel 19 van de wet van 13 Mei 1846 op de Comptabiliteit van den Staat zegt : Dat de Ministers geen overeenkomst, aankoop of aanbesteding sluiten voor een termijn die den duur van de Begrooting overschrijdt.

Merken wij dadelijk op dat zes bijzondere wetten afwijkingen aan dezen regel hebben gebracht.

Artikel 21 van dezelfde wet zegt : « Al de aankopen uit naam van den Staat worden gedaan met mededinging, bekendmaking en tegen voorop vastgestelden prijs, behoudens de uitzonderingen bepaald door de wetten of vermeld in het volgend artikel. »

Het ons voorgelegd ontwerp valt dus onder wat voorzien is door artikel 21, en is terzelfdertijd eene tiende uitzondering, te voegen bij de negen afwijkingen reeds door artikel 22 voorzien.

Door deze nieuwe uitzondering op het algemeen beginsel wordt het Departement van Landsverdediging gemachtigd uiterhand koopen te sluiten, *mits de voorafgaande toestemming van den Minister van Financiën* — waarborg die niet bestaat voor de vorige afwijkingen noch in het eerste ontwerp — voor een maximum-duur van vijf jaar wanneer de voor het leger noodige leveringen en werken technische studiën vereischen of waar het geldt het noodige werkgerief voorhanden te hebben tot het vervaardigen van bijzondere artikels in voldoende hoeveelheid voor het normaal bedrijf, in oorlogstijd, van de legerdiensten.

(1) Wetsontwerp, n° 97 (B. Z. 1923).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit de heeren Gendebien, Troolet, Bologne, Ficullien, de Kerchove d'Exaerde en Eckelers.

Het eenige artikel van het ontwerp voegt er bij :

Onderhavige beschikking geldt maar voor zoover de inschrijver zich er toe verbindt een mobilisatie-plan voor zijne fabriek op te maken, volgens de aanduidingen van den Minister van Landsverdediging.

Het geldt hier, in het kort, van af het oogenblik der mobilisatie, de voortbrengst te kunnen vermeederen van zekere speciale producten of voorraden voor het leger, zooals munitie, levensmiddelen, enz.

Noemen wij, bij voorbeeld, de granaten in staal of in verstaald gietijzer, van zeer delicaat maaksel, de vliegtuigmotoren, de handgranaten, de gasmaskers, beschuit, het vleesch in doozen, enz. Men moet ook kunnen onderhandelen met scheikundigen en industrieelen die brevetten bezitten.

Zooals de Memorie van Toelichting het zegt, zijn sommige van die producten, in vreedstijd, in het land voorhanden, doch moeten in oorlogstijd in ruimere mate aangemaakt worden. Andere worden weinig gebruikt in vreedstijd, en de privaatinijverheid vervaardigt ze niet, ofwel in al te geringe hoeveelheid voor de behoeften van het leger op oorlogsvoet.

Het doel van het wetsontwerp is dus zich te kunnen voorzien van een groote hoeveelheid van deze producten of voorraden van af het oogenblik der mobilisatie of van zoodra de oorlog dreigt.

Men moet dus kunnen beschikken over eene groote hoeveelheid van deze producten of voorraden, van af de mobilisatie of van zoodra de toestand dreigend wordt, en ze kunnen vinden in het land.

Om dit doel te bereiken is het volstrekt noodig dat de privaatinindustrie bij machte is het leger onmiddellijk van het noodige te voorzien. Dienvolgens moet men sommige industrieelen er toe bewegen zich de noodige uitrusting aan te schaffen.

Om hen daartoe aan te moedigen, moet het Departement van Landsverdediging hun bestellingen verzekeren die hun den interest en ook de aflossing, over verscheidene jaren wel te verstaan, van de daartoe gebruikte sommen zullen geven. De industrieelen moeten de zekerheid hebben dat zij zullen vergoed worden voor hunne kosten van eerste oprichting. Daarom is de Minister verplicht koopen te sluiten op langen termijn.

Het ontwerp bepaalt den duur op vijf jaar.

Het spreekt van zelf dat de Minister ook de industrieelen, met dewelke hij deze overeenkomsten zal sluiten, moet kunnen kiezen. Hij moet zich daartoe laten geleiden niet alleen door den goedenkoop van de producten, maar nog en vooral door de behoeften van de landsverdediging.

Zooals wij het hooger zegden, moet de Minister van Landsverdediging met de privaatinindustrie overeenkomsten kunnen sluiten van een zekeren duur; ook voorzag het oorspronkelijk ontwerp, bij afwijking van artikel 19 van dezelfde wet van 16 Mei 1846, dat deze overeenkomsten mogen gesloten worden voor een duur die den duur van de Begrooting overschrijdt, zonder nochtans over de vijf jaar te gaan. Stellen wij onmiddellijk vast dat deze afwijking van artikel 19 geene nieuwigheid is; reeds zes wetten hebben de Ministers van verschillende Departementen gemachtigd overeenkomsten te sluiten voor een termijn langer dan den duur van de Begrooting, en die kunnen gaan tot vijf, tien, twintig en zelfs vijf en twintig jaar.

Bij de bespreking van het eerste ontwerp, waren eenige leden van de Middenafdeeling van oordeel dat de Minister van Landsverdediging niet alleen zou

mogen bevoegd zijn om deze aankopen uiterhand te sluiten, en dat hij daartoe zou moeten gemachtigd worden door den Ministerraad. Dat was misschien veel gevraagd.

Wat er van weze, deze leden bekomen eene merkelijke voldoening. Inderdaad, het nieuwe ontwerp, zooals wij hooger zegden, is, krachtens het amendement, voor deze overeenkomsten de goedkeuring van den Minister van Financiën noodig voor de verwezenlijking van die overeenkomsten uiterhand.

Een lid was ook van gevoelen dat bedoeld ontwerp zou moeten steunen op het ontwerp (n° 159) betreffende de invoering van de financieele autonomie bij de Belgische Staatsspoorwegen.

Wij hadden den indruk dat een zelfde geest in de twee ontwerpen afwijkingen van het principieel der openbare toewijzing ingegeven had, d. i. de noodzakelijkheid zich tot zekere private leveranciers te wenden voor speciale voorwerpen.

Artikel 55 betreffende de invoering van de financieele zelfstandigheid, voorziet acht uitzonderingen aan den regel op het sluiten van koopen met mededinging. Het laat zelfs, zonder bijzondere redenen, overeenkomsten toe, waarvan het beloop 50,000 frank kan bereiken.

Om te sluiten, wenschen wij een opmerking te doen : op 3 December 1925, heeft de Minister van Landsverdediging een algemeen wetsontwerp ingediend betreffende de militaire opeischingen (n° 97); het bepaalt in artikel 4, litt. d, dat :

« Van in vredetijd mag de militaire overheid de fabrieken aanduiden, die bij de mobilisatie, zullen opgeëischt worden, voor de behoeften van het leger. De aldus aangewezen fabrieken moeten hun mobilisatieplan voorbereiden, op grond van de hun door de militaire overheid verstrekte gegevens; zij hebben recht op terugbetaling van de onkosten wegens die studiën. »

Zooals men ziet, is dit ontwerp meer uitgebreid dan datgene dat ons is voorgelegd; het maakt inderdaad eene algemeene opeisching mogelijk van de fabrieken die van aard zijn om te voorzien in de behoeften van het leger in geval van mobilisatie; maar het omvat slechts het opmaken van plans, te verwezenlijken met het oog op de mobilisatie, en geenszins de eene of andere levering in vredetijd; dit is niet het geval met het voorgelegde ontwerp dat de onmiddellijke toeëigening van zekere fabrieken en de levering van zekere producten in vredetijd voorziet.

Uwe Commissie stelt U eensgezind voor het ontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,
L. GENDEBIEN.

De Voorzitter,
MAURICE PIRMEZ.
